

Le bilan de l'attentat suicide est de 42 morts, dont 15 membres des Gardiens de la révolution qui constituent l'armée idéologique du régime.

# Téhéran en perte de vitesse

**Iran.** Décidément, la République islamique aura connu une année bien agitée. Après la contestation au sein du pays de la réélection d'Ahmadinejad, un attentat particulièrement meurtrier vient confirmer l'effritement progressif de la légitimité du régime. Analyse.

C'était dimanche 18 octobre, dans la province du Sistan-Balouchistan, au sud-est de l'Iran. Le bilan de l'attentat suicide est de 42 morts, dont 15 membres des Gardiens de la révolution (Pasdaran) qui constituent l'armée idéologique du régime, et dont est notamment issu le président réélu dans la contestation, les émeutes et le sang, Mahmoud Ahmadinejad. Parmi ces 15 membres,

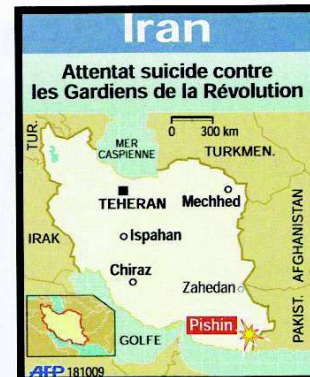
on compte plusieurs commandants du corps d'élite : le général Nour-Ali Shoushtari, le numéro 2, adjoint du commandant de l'armée de terre des Gardiens de la révolution, le général Mohammad-Zadeh, commandant des Gardiens de la révolution pour le Sistan-Balouchistan, le commandant des Gardiens pour la ville d'Iranshahr (sud-est), et le commandant de l'unité Amir-al Momenin. Il s'agit de l'attaque la plus meurtrière survenue en Iran depuis la fin de la guerre contre l'Irak (1980-88). Il faut noter à cet

égard que le lieu et le moment de l'attentat ne sont pas anodins. Pour ce qui est de la localisation, le Sistan-Balouchistan est une province «à risque», qui plus est, une zone frontière poreuse avec l'Afghanistan et le Pakistan, abritant une forte minorité sunnite dans un pays majoritairement chiite, et où les réseaux jihadistes croisent ceux des trafiquants de drogue et d'armes. Pour faire face à cette situation, les Pasdaran ont entraîné des unités spéciales répressives au sein de la milice bassidji, sans grand suc-

cès. Une voiture piégée avait déjà explosé au passage d'un bus des Gardiens de la révolution en février 2007 à Zahedan, chef-lieu de la province, faisant 13 morts. Plus récemment, en mai dernier, un attentat à la bombe dans une mosquée chiite de la ville avait fait 25 morts, tandis que le 1<sup>er</sup> juin, un incendie criminel au siège d'une société liée aux miliciens bassidji locaux faisait 5 victimes.

En ce qui concerne le moment de l'attaque, celle-ci coïncidait justement avec une réunion de conciliation au cours de laquelle les Pasdaran tentaient de rallier les chefs de tribus sunnites contre les groupes armés. Une stratégie qui rappelle étrangement celle employée par les Américains en Irak ou par l'armée pakistanaise dans son offensive au Sud-Waziristan.

Sans surprise, c'est le groupe armé sunnite iranien Joundallah («Soldats de Dieu») qui a revendiqué l'attentat. Le Joundallah accuse le gouvernement chiite de discrimination contre la minorité sunnite. Fondés en 2002, ils ont pris les armes en 2005 et ont conclu des alliances plus ou moins durables avec différents groupes ou organisations, comme les taliban ou les services secrets pakistanais (ISI). Mais on ne le croit pas lié à Al Qaïda. Entre temps, le kamikaze ayant perpétré l'attaque a été identifié comme étant un toxicomane qui avait été abandonné par sa famille, ce qui indique, d'après l'agence de presse iranienne Fars, qu'Abdolvahed Mohammadi Saravani a été «une proie facile pour le groupe terroriste qui



## Il s'agit de l'attaque la plus meurtrière survenue en Iran depuis la fin de la guerre contre l'Irak en 1988.

l'a recruté». Le Joundallah a également identifié Saravani comme étant le kamikaze.

### La main étrangère, toujours

Bien sûr, les accusations portées par Téhéran visent comme d'habitude «la main étrangère». En ligne de mire d'abord, le Pakistan. Et ce, au moment même où Islamabad lançait samedi 17 octobre sa vaste opération militaire dans les zones tribales frontalières de l'Afghanistan, pour venir à bout de certains chefs talibans à l'origine de la vague d'attentats qui secoue le pays depuis plus de 2 ans. Le député iranien Payman Forouzesh, élu de la province du Sistan-Balouchistan, a laissé entendre que les forces iraniennes pourraient mener une opération transfrontalière en territoire pakistanais contre le Joundallah : «Il y a unanimité sur le lancement d'opérations par les Gardiens de la révolution et les forces de sécurité partout où ce sera nécessaire». «Il y a même unanimité pour que ces opérations aient lieu en territoire pakistanais»,

a-t-il ajouté en faisant allusion à un consensus au parlement.

Téhéran, qui se trouve déjà sous d'énormes pressions internationales en raison de sa politique nucléaire, a réagi en accusant l'Occident d'avoir trempé également dans l'organisation de cette attaque. Sont donc expressément dénoncés : le Pakistan, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne. En ce sens, le commandant des Gardiens de la révolution Mohammad Al Jafarir a affirmé lundi que l'Iran disposait de documents trahissant un lien direct entre le Joundallah et les services secrets des 3 pays : «En coulisses, il y a l'appareil de renseignement américain et britannique et il va falloir prendre des mesures de représailles pour les punir». Les trois pays mis en cause ont nié toute implication dans cette action. Islamabad a condamné l'attentat, annonçant qu'il allait au contraire coopérer avec les autorités iraniennes pour retrouver les coupables. Alors que le ministre iranien de l'Intérieur Mostapha Moham-

mad Najar réclamait que «le gouvernement pakistanais remette le plus rapidement possible à l'Iran les terroristes», le ministre pakistanais des Affaires étrangères Shah Mehmood Qureshi a annoncé qu'une délégation iranienne était attendue au Pakistan : «Nous les aiderons à trouver les responsables. Nous réglerons cela de gouvernement à gouvernement», ajoutant que le terrorisme était un problème régional, impliquant une coopération entre Téhéran et Islamabad.

### L'unité religieuse et politique ébranlée

Si la lecture de cet attentat est d'abord locale, le contexte général de déstabilisation du régime lui donne un retentissement important. Ainsi, selon Baqer Moin, journaliste spécialiste de l'Iran à la BBC et auteur du livre *Khomeini : Life of the Ayatollah* (1), l'attentat suicide nuit au puissant bras armé de la Révolution islamique «parce qu'on va se demander comment des gens qui ne sont même pas capables de prendre soin d'eux-mêmes peuvent-ils s'occuper de la sécurité du pays». Par conséquent, «ils doivent trouver un responsable étranger pour se justifier», estime-t-il. «Y a-t-il des forces anti-chiites et anti-iraniennes au Pakistan qui soutiennent [le Joundallah]? Y a-t-il des groupes wahhabites ou salafistes du Golfe qui le soutiennent parce qu'ils croient que le gouvernement chiite iranien liquide les sunnites ?», s'interroge-t-il. Moin n'exclut pas non plus que le groupe ait reçu durant le mandat de George Bush une aide américaine. Il se pourrait même que les Iraniens aient involontairement aidé ce mouvement en fournissant des armes aux taliban malgré leurs divergences religieuses, pour combattre l'Otan, armes qui auraient fini entre ses mains. Selon un rapport du Norwegian Defence Research Establishment (FFI) (2), le phénomène du Joundallah est intéressant dans la mesure où «il souligne les violentes tensions religieuses au sein de la République islamique» : «L'existence du groupe souligne non seulement la précarité de la situation sécuritaire dans la région et d'un faible contrôle gouvernemental sur le Sud-Est 'sauvage' de l'Iran, mais il montre aussi les limites de l'unité islamique au sein même de la République islamique». Le rapport relève également ce «grand paradoxe» qui est que «l'Iran, qui a soutenu activement divers mouvements islamistes hors de son territoire depuis la Révolution, fait maintenant face à une opposition armée sérieuse à l'intérieur de ses propres frontières». Le régime des mollahs, lui, préfère parler de «bandits» pour éviter d'admettre officiellement la force croissante de la guérilla sunnite.

AMINA BOUBIA

1. Baqer Moin, *Khomeini : Life of the Ayatollah*, New York : Thomas Dunne Books, 2000.

2. Cf. Audun Kolstad Wiig, «Islamist opposition in the Islamic Republic», Norwegian Defence Research Establishment, juillet 2009.